

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
R. DELIZEE

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
R. DELIZEE

MINISTERE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 91 — 1743

25 JUNI 1991. — Arrêté royal modifiant divers arrêtés royaux relatifs au statut des officiers de carrière et de réserve des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical ainsi que l'arrêté royal du 19 octobre 1976 déterminant, sur pied de paix, le nombre maximum d'officiers en service actif de chaque grade ou groupe de grades et les répartissant entre les différents corps des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 66, alinéa 1er et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière de forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, modifiée par les lois des 28 juin 1960, 26 juillet 1962, 23 juin 1964, 27 décembre 1973, 13 juillet 1976, 18 février 1987, 21 et 28 décembre 1990;

Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, modifiée par les lois des 8 juin 1978, 15 mai et 31 juillet 1984, 18 février 1987, 21 juillet, 21 et 28 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 1960, 7 janvier et 3 novembre 1964, 26 novembre 1970, 20 juillet 1972, 27 mars et 11 juin 1974, 27 octobre 1976, 24 juin et 29 novembre 1977, 12 septembre 1978, 25 avril 1979, 29 janvier et 30 avril 1980, 18 décembre 1983, 19 septembre 1984, 25 septembre 1985 et 17 octobre 1989;

Vu l'arrêté royal du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées, notamment l'article 8, modifié par l'arrêté royal du 4 juillet 1985;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1976 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical en vue de la nomination au grade de major ou à un grade équivalent, modifié par les arrêtés royaux des 13 janvier et 24 juin 1977, 26 janvier 1978, 8 novembre 1979 et 4 février 1985;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1976 déterminant les corps d'officiers des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1979;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1976 déterminant sur pied de paix le nombre maximum d'officiers en service actif de chaque grade ou groupe de grades et les répartissant entre les différents corps des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 24 juin 1977, 8 novembre 1979, 28 août 1981 et 20 juillet 1984;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 91 — 1743

25 JUNI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten betreffende het statuut van de beroeps- en reserveofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst evenals van het koninklijk besluit van 19 oktober 1976 tot vaststelling op vredesvoet van het maximum aantal officieren in werkelijke dienst van elke graad of gradengroep en tot hun verdeling onder de verschillende korpsen van de landmacht, de luchtmacht, de zeemacht en de medische dienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 66, eerste lid en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1960, 26 juli 1962, 23 juni 1964, 27 december 1973, 13 juli 1976, 18 februari 1987, 21 en 28 december 1990;

Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, gewijzigd bij de wetten van 8 juni 1978, 15 mei en 31 juli 1984, 18 februari 1987, 21 juli, 21 en 28 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 december 1960, 7 januari en 3 november 1964, 26 november 1970, 20 juli 1972, 27 maart en 11 juni 1974, 27 oktober 1976, 24 juni en 29 november 1977, 12 september 1978, 25 april 1979, 29 januari en 30 april 1980, 18 december 1983, 19 september 1984, 25 september 1985 en 17 oktober 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmacht, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juli 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1976 betreffende de beroepsexamens, door de beroepsofficieren van de land-, lucht- en de zeemacht en van de medische dienst af te leggen met het oog op benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 januari en 24 juni 1977, 26 januari 1978, 8 november 1979 en 4 februari 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1976 houdende vaststelling van de officierenkorpsen van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 oktober 1976 tot vaststelling op vredesvoet van het maximum aantal officieren in werkelijke dienst van elke graad of gradengroep en tot hun verdeling onder de verschillende korpsen van de landmacht, de luchtmacht, de zeemacht en de medische dienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 juni 1977, 8 november 1979, 28 augustus 1981 en 20 juli 1984;

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1977 relatif à l'admission et à la formation des officiers ingénieurs du matériel militaire;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 1982 relatif à l'école des administrateurs militaires;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Modifications à l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

Article 1^{er}. L'article 1er de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. La procédure préalable à la nomination à un grade d'officier général ou supérieur comprend :

1^o la fixation par le Ministre de la Défense nationale, par grade et par corps, des comités à instituer;

2^o l'établissement par le Ministre de la Défense nationale d'une liste de candidats;

3^o la consultation des chefs hiérarchiques sur le degré d'aptitude à l'avancement des candidats;

4^o la rédaction d'un avis motivé par l'officier chargé de présenter les candidatures au comité d'avancement;

5^o l'examen des candidatures par le comité d'avancement, la communication par le Ministre de la Défense nationale du nombre de places à conférer et les recommandations des candidats par le comité d'avancement. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 27 octobre 1976 et 24 juin 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Il est institué :

1^o un comité supérieur pour chaque force armée;

2^o un comité pour chaque corps d'officiers à l'exception du corps de l'administration de la force terrestre;

3^o un comité intercorps pour tous les corps de la force terrestre et de la force navale, à l'exception du corps de l'administration et du corps des chefs de musique. »

Art. 3. L'article 5, alinéa 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 26 novembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, à la force terrestre et à la force navale, la candidature au grade d'officier supérieur est également examinée par le comité intercorps. Cette procédure est suivie pour l'examen de la candidature des officiers qui n'ont pas été recommandés à ces grades par les comités de corps ou pour lesquels il n'a pas été organisé de comité de corps. »

Art. 4. L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 novembre 1964, 27 octobre 1976 et 25 septembre 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. § 1er. Pour autant que des comités soient organisés conformément à l'article 1er, 1^o, le Ministre de la Défense nationale établit, dans chaque corps et dans l'ordre de leur ancienneté dans le dernier grade, la liste de tous les officiers dont la candidature sera soumise au comité d'avancement.

§ 2. Un candidat est inscrit pour la première fois sur une liste si, à la date prévue pour la nomination, il satisfait aux conditions d'ancienneté pour son grade et pour son corps fixées à l'article 21.

Tant qu'il continue à répondre aux conditions d'avancement, chaque candidat est porté sur cinq listes successives.

§ 3. Par dérogation au § 1er, les colonels et les généraux-majors de la force terrestre sont inscrits pour l'examen de leur candidature au grade supérieur sur une liste unique. »

Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1977 betreffende de aanvaarding en de opleiding van officieren-ingenieurs van het militair materieel;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 1982 betreffende de school der militaire administrateurs;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De procedure die aan de benoeming in een graad van opperofficier of hoofdofficier voorafgaat omvat :

1^o vaststelling door de Minister van Landsverdediging per graad en per korps, van de in te stellen comités;

2^o de samenstelling van een lijst van kandidaten door de Minister van Landsverdediging;

3^o de raadpleging van de hiërarchische meerderen betreffende de graad van geschiktheid voor bevordering van de kandidaten;

4^o de opstelling van een gemotiveerd advies door de officier belast met het voordragen der kandidaturen in het bevorderingscomité;

5^o het onderzoek van de kandidaturen door het bevorderingscomité, de mededeling van het aantal te begeven plaatsen door de Minister van Landsverdediging en de aanbeveling van de kandidaten door het bevorderingscomité. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 oktober 1976 en 24 juni 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. Ingesteld worden :

1^o een hoog comité voor ieder krijgsmachtdeel;

2^o een comité voor ieder officierenkorps met uitzondering van het korps van de administratie van de landmacht;

3^o een interkorpscomité voor al de korpsen van de landmacht en de zeemacht, met uitzondering van het korps van de administratie en het korps van de kapelmeesters. »

Art. 3. Artikel 5, 2e lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 november 1970, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij de landmacht en de zeemacht evenwel wordt de kandidatuur tot de graden van hoofdofficier eveneens onderzocht door het interkorpscomité. Deze procedure wordt gevolgd voor het onderzoek van de kandidaturen van de officieren die door de korpscomités niet tot deze graden aanbevolen werden of waarvoor er geen korpscomité werd gehouden. »

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 november 1964, 27 oktober 1976 en 25 september 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. § 1. Voor zover er comités ingericht worden overeenkomstig artikel 1, 1^o, stelt de Minister van Landsverdediging in ieder korps en in volgorde van hun anciënniteit in de laatste graad, de lijst op van alle officieren wier kandidatuur aan het bevorderingscomité zal voorgelegd worden.

§ 2. Een kandidaat wordt voor de eerste maal op een lijst ingeschreven indien hij, op de voorziene benoemingsdatum, voldoet aan de bij artikel 21 voor zijn graad en korps vastgestelde anciënniteitsvoorwaarden.

Zolang hij blijft voldoen aan de bevorderingsvoorwaarden, wordt elke kandidaat op vijf opeenvolgende lijsten ingeschreven.

§ 3. In afwijking van § 1 worden de kolonels en de generaal-majors van de landmacht voor het onderzoek van hun kandidatuur tot de hogere graad op één enkele lijst ingeschreven. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. § 1er. Les chefs hiérarchiques donnent leur avis sur le candidat selon les règles établies par le Ministre de la Défense nationale et dans la forme qu'il prescrit. Ces avis sont portés à la connaissance du candidat qui peut faire valoir ses observations.

Cette formalité n'est pas requise pour les candidats au grade de lieutenant général ou de vice-amiral.

§ 2. Les chefs d'état-major de chacune des forces ainsi que le chef du service médical donnent un avis motivé sur les candidats selon les règles établies par le Ministre de la Défense nationale et présentent leurs candidatures au comité d'avancement. »

Art. 6. L'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 novembre 1964, 27 octobre 1976 et 24 juin 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Le comité d'avancement donne son avis quant à l'aptitude des candidats à exercer l'emploi du grade supérieur.

Le mérite respectif des candidats est comparé sur base de l'avis motivé de l'officier chargé de la présentation des candidatures.

Les candidats les plus méritants sont recommandés dans le cadre du nombre maximum des places ouvertes fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Les étapes successives dans la constitution des avis du comité d'avancement sont sanctionnées par un ou plusieurs votes.

Les délibérations du comité d'avancement sont secrètes. »

Art. 7. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Le secrétaire du comité dresse les procès-verbaux et les transmet au Ministre de la Défense nationale.

Il doit être fait mention :

- 1° de la composition du comité;
- 2° du nombre d'emplois à conférer;
- 3° de la présentation des candidatures;
- 4° de l'avis du comité quant à la présentation;
- 5° des candidats recommandés;
- 6° du résultat des votes qui ont eu lieu. »

Art. 8. L'article 15 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 30 avril 1980, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 15. Les sous-lieutenants ou enseignes de vaisseau de deuxième classe, élèves de la force terrestre et de la force navale, commissionnés en application de l'article 10 de la loi du 1er mars 1958, ne sont pas inscrits dans un corps.

Art. 9. L'article 18 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 27 octobre 1976, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 18. Au moment où le brevet d'administrateur militaire leur est conféré, les officiers appartenant à un corps dans lequel aucun emploi d'officier supérieur n'est prévu, sont transférés d'office dans un corps où un tel emploi est prévu, sur l'avis du comité et conformément à la procédure visés à l'article 17. »

Art. 10. Le chapitre IV du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE IV. — L'ancienneté

Section Ire. — L'ancienneté relative dans le grade

Art. 19. L'ancienneté relative des sous-lieutenants ou des officiers d'un grade équivalent nommés à la même date et qui n'ont pas participé à un même examen est déterminée par un classement unique, établi sur base des divers classements prévus à l'article 34, § 1er, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958, et dans lequel les officiers qui ont suivi des cycles de formation différents alternent proportionnel-

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 7. § 1. De hiërarchische meerderen verstrekken hun advies over de kandidaat volgens de regels vastgesteld door de Minister van Landsverdediging en in de vorm die hij voorschrijft. Die adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat, die zijn opmerkingen kan doen gelden.

Die formaliteit wordt niet vereist voor de kandidaten tot de graad van luitenant-generaal of van vice-admiraal.

§ 2. De stafchefs van elk der krijgsmachtdelen alsmede de chef van de medische dienst brengen op de door de Minister van Landsverdediging vastgestelde wijze een gemotiveerd advies uit over de kandidaten en dragen hun kandidatuur voor bij het bevorderingscomité. »

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 november 1964, 27 oktober 1976 en 24 juni 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. Het bevorderingscomité brengt advies uit over de geschiktheid van de kandidaten om het ambt van de hogere graad te vervullen.

Op basis van het gemotiveerd advies van de officier belast met het voordragen van de kandidaturen worden de respectieve verdiensten van de kandidaten vergeleken.

De meest verdienstelijke kandidaten worden aanbevolen binnen het door de Minister van Landsverdediging vastgesteld maximum aantal opengestelde plaatsen.

De opeenvolgende etappes in de adviesvorming van het bevorderingscomité worden bekrachtigd door één of meer stemmingen.

De beraadslagingen van het bevorderingscomité zijn geheim. »

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. De secretaris van het comité maakt de notulen op en zendt deze aan de Minister van Landsverdediging.

Hierin dienen te worden vermeld :

- 1° de samenstelling van het comité;
- 2° het aantal te begeben betrekkingen;
- 3° de voordracht van de kandidaturen;
- 4° het advies van het comité over de voordracht;
- 5° de aanbevolen kandidaten;
- 6° de uitslag van de hiertoe gehouden stemmingen. »

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit van 30 april 1980, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 15. De onderluitenanten of vaandrigs-ter-zee tweede klasse, leerlingen van de landmacht en van de zeemacht, aangesteld overeenkomstig artikel 10 van de wet van 1 maart 1958, worden niet in een korps ingeschreven. »

Art. 9. Artikel 18 van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit van 27 oktober 1976, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 18. De officieren die behoren tot een korps waarvoor in geen enkele betrekking van hoofdofficier wordt voorzien, worden, op het ogenblik dat hun het brevet van militair administrateur wordt verleend, na het in artikel 17 bedoelde advies van het comité en overeenkomstig de aldaar bepaalde procedure, ambtshalve overgeplaatst naar een korps waarin een zodanige betrekking is voorzien. »

Art. 10. Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« HOOFDSTUK IV. — De anciënniteit

Afdeling I. — De betrekkelijke anciënniteit in de graad

Artikel 19. De betrekkelijke anciënniteit van de onderluitenanten of de officieren met een gelijkwaardige graad die op dezelfde datum zijn benoemd en die niet aan hetzelfde examen hebben deelgenomen, wordt bepaald door één enkele rangschikking die opge maakt wordt op basis van de onderscheiden rangschikkingen waarin wordt voorzien door artikel 34, § 1, tweede lid van de wet van

lement à leur nombre. Toutefois, le classement ainsi établi ne peut avoir pour effet de classer un officier avant un autre officier dont la cote d'examen est supérieure à la sienne de plus de dix pour cent du total des points.

Art. 20. Lorsqu'un officier perd de l'ancienneté en application des articles 24 ou 35 de la loi du 1er mars 1958, sa date de nomination dans le grade qu'il revêt est décalée d'une période correspondant à l'ancienneté à décompter.

Section 2

L'ancienneté pour l'avancement de grade

Art. 21. L'officier de carrière de la force terrestre, de la force navale et des troupes du service médical ainsi que le personnel non navigant de la force aérienne ne peut être promu dans le grade immédiatement supérieur que s'il a au moins une ancienneté minimum par grade fixée comme suit :

- 1^o sous-lieutenant ou enseigne de vaisseau de deuxième classe : 4 ans;
- 2^o lieutenant ou enseigne de vaisseau : 5 ans;
- 3^o capitaine ou lieutenant de vaisseau : 5 ans;
- 4^o capitaine-commandant ou lieutenant de vaisseau de première classe : 2 ans;
- 5^o major ou capitaine de corvette : 4 ans;
- 6^o lieutenant-colonel ou capitaine de frégate : 5 ans;
- 7^o colonel ou capitaine de vaisseau : 4 ans;
- 8^o général-major ou amiral de division : 2 ans.

Les anciennetés minima fixées à l'alinéa 1er, 3^o et 5^o à 8^o valent pour les officiers de carrière du personnel navigant de la force aérienne. Pour l'avancement dans le grade immédiatement supérieur les anciennetés minima suivantes sont fixées par grade :

- 1^o sous-lieutenant : 3 ans;
- 2^o lieutenant : 2 ans;
- 3^o capitaine-commandant : 1 an.

Les anciennetés minima fixées à l'alinéa 1er, 1^o et 4^o à 5^o valent également pour les officiers de carrière médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires. Pour l'avancement dans le grade immédiatement supérieur les anciennetés minima pour les autres grades sont fixées comme suit :

- 1^o lieutenant : 2 ans;
- 2^o capitaine : 7 ans.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les anciennetés minima par grade pour l'avancement dans le grade immédiatement supérieur sont fixées pour les officiers de carrière, chefs de musique, comme suit :

- 1^o sous-lieutenant : 2 ans;
- 2^o lieutenant : 3 ans.

Afin de satisfaire aux besoins en cadre des forces armées le Ministre de la Défense nationale peut, sur avis motivé du chef de l'état-major général, déroger aux anciennetés minima ci-dessus. Sauf pour le cas prévu à l'alinéa 2, 3^o, cette dérogation ne peut avoir pour conséquence de faire descendre les anciennetés minima ci-dessous d'un niveau de deux ans. »

Art. 11. Dans l'article 65 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1983, les §§ 1er et 4 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1er. L'appellation du grade des officiers est complétée par la mention d'une des qualifications suivantes correspondant au corps dans lequel ils sont admis : aviateur, chef de musique, d'administration, d'aviation, technicien, des services. »

« 4. L'appellation du grade des officiers titulaires du brevet d'administrateur militaire ou du brevet d'ingénieur du matériel militaire est suivie des termes « breveté administrateur militaire » ou « breveté ingénieur du matériel militaire ». »

1 maart 1958, en waarin de officieren die verschillende opleidingscyclussen hebben gevolgd, naar verhouding van hun aantal, beurtlings worden opgenomen. De aldus verkregen rangschikking mag echter niet tot gevolg hebben dat een officier wordt gerangschikt vóór een andere officier wiens examencijfer meer dan tien procent van het totaal der punten hoger is dan het zijne.

Art. 20. Indien een officier ancienniteit verliest overeenkomstig de artikelen 24 of 35 van de wet van 1 maart 1958 wordt zijn datum van benoeming in de graad die hij bekleedt verschoven met een tijdsduur overeenstemmend met de in mindering te brengen ancienniteit.

Afdeling 2

De ancienniteit voor de bevordering in de graad

Art. 21. De beroepsofficier van de land- en de zeemacht en van de troepen van de medische dienst alsmede van het niet-varend personeel van de luchtmacht, kan slechts in de onmiddellijke hogere graad worden bevorderd indien hij een minimum ancienniteit heeft per graad die vastgesteld wordt als volgt :

- 1^o onderluitenant of vaandrig-ter-zee tweede klasse : 4 jaar;
- 2^o luitenant of vaandrig-ter-zee . 5 jaar;
- 3^o kapitein of luitenant-ter-zee : 5 jaar;
- 4^o kapitein-commandant of luitenant-ter-zee eerste klasse : 2 jaar;
- 5^o majoor of korvetkapitein : 4 jaar;
- 6^o luitenant-kolonel of fregatkapitein : 5 jaar;
- 7^o kolonel of kapitein-ter-zee : 4 jaar;
- 8^o generaal-majoor of divisieadmiraal : 2 jaar.

Voor de beroepsofficieren van het varend personeel van de luchtmacht gelden de minimum ancienniteiten vastgesteld in het eerste lid, 3^o en 5^o tot 8^o. Voor de bevordering in de onmiddellijk hogere graad worden voor de andere graden volgende minimum ancienniteiten vastgesteld :

- 1^o onderluitenant : 3 jaar;
- 2^o luitenant : 2 jaar;
- 3^o kapitein-commandant : 1 jaar.

Voor de beroepsofficieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen gelden de minimum ancienniteiten vastgesteld in het eerste lid, 1^o en 4^o tot 7^o. Voor de bevordering in de onmiddellijk hogere graad worden voor de andere graden volgende minimum ancienniteiten vastgesteld :

- 1^o luitenant : 2 jaar;
- 2^o kapitein : 7 jaar.

In afwijking van het eerste lid worden voor de beroepsofficieren-kapelmeesters voor de bevordering in de onmiddellijk hogere graad volgende minimum ancienniteiten per graad vastgesteld :

- 1^o onderluitenant : 2 jaar;
- 2^o luitenant : 3 jaar.

Teneinde te voldoen aan de kaderbehoeften van de krijgsmacht kan door de Minister van Landsverdediging, op gemotiveerd advies van de chef van de generale staf, van bovenvermelde minimum ancienniteiten afgeweken worden. Behalve voor het geval waarin het tweede lid, 3^o, voorziet mag die afwijking niet tot gevolg hebben dat de minimum ancienniteit op minder dan twee jaar wordt gebracht. »

Art. 11. In artikel 65 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1983, worden de §§ 1 en 4 respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De benaming van de graad van de officieren wordt aangevuld met de vermelding van één van de volgende kwalificaties ter aanduiding van het korps waarin zij zijn opgenomen : vlieger, kapelmeester, van administratie, van het vliegwezen, technicus, van de diensten. »

« § 4. Aan de benaming van de graad van de officieren die houder zijn van het brevet van militair administrateur of van het brevet van ingenieur van het militair materieel, wordt toegevoegd « met brevet van militair administrateur » of « met brevet van ingenieur van het militair materieel ». »

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal du 2 avril 1976 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical en vue de la nomination au grade de major ou à un grade équivalent

Art. 12. L'article 1er, § 1er, 1^o, de l'arrêté royal du 2 avril 1976 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical en vue de leur nomination au grade de major ou à un grade équivalent, modifié par les arrêtés royaux des 24 juin 1977 et 8 novembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o à la force terrestre :

a) un cours à l'école d'armes du corps auquel appartient le candidat ou à l'école d'aviation légère de la force terrestre et portant sur les matières visées à l'article 3, 1^o, cours qui est dénommé cours d'armes;

b) un cours interarmes portant sur les matières visées à l'article 3, 1^o et 2^o.

Les officiers brevetés ingénieurs du matériel militaire ne suivent que les cours portant sur les matières dites de formation générale du cours interarmes. »

Art. 13. L'intitulé de la section 1re du chapitre II du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 juin 1977, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1re. — Candidats de la force terrestre autres que les officiers brevetés ingénieurs du matériel militaire »

Art. 14. L'intitulé de la section 1rebis du chapitre II du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 juin 1977, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1rebis. — Candidats officiers brevetés ingénieurs du matériel militaire »

Art. 15. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 24 juin 1977 et 8 novembre 1979, les mots « officiers ingénieurs du matériel militaire » sont remplacés par les mots « officiers brevetés ingénieurs du matériel militaire » et dans le 1^o du même article sont ajoutés les mots « ou, pour l'officier appartenant au personnel navigant breveté de la force terrestre, de la mise en œuvre de l'aviation légère; ».

Dans l'article 5bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 juin 1977, les mots « les officiers du corps des ingénieurs du matériel militaire » sont remplacés par les mots « les officiers brevetés ingénieurs du matériel militaire » et les mots « officier supérieur ingénieur du matériel militaire » par les mots « officier supérieur breveté ingénieur du matériel militaire ».

Dans l'article 5ter, 1^o et 2^o, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 juin 1977, les mots « major ingénieur du matériel militaire » sont remplacés par les mots « major breveté ingénieur du matériel militaire » et le texte néerlandais du 1^o est complété par l'insertion des mots « de l'exercice de fonctions » entre les mots « pour » et « ingénieur ».

CHAPITRE III. — Modification à l'arrêté royal du 5 octobre 1976 déterminant les corps d'officiers des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

Art. 16. L'article 1er de l'arrêté royal du 5 octobre 1976 déterminant les corps d'officiers des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. La force terrestre comprend les corps d'officiers ci-après :

- 1^o le corps de l'infanterie;
- 2^o le corps des troupes blindées;
- 3^o le corps de l'artillerie;
- 4^o le corps de l'aviation légère;
- 5^o le corps du génie;

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 2 april 1976 betreffende de beroepsexamens, door de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst af te leggen met het oog op benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad

Art. 12. Artikel 1, § 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 2 april 1976 betreffende de beroepsexamens, door de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst af te leggen met het oog op benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 juni 1977 en 8 november 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o bij de landmacht :

a) een cursus aan de wapenschool van het korps waartoe de kandidaat behoort of aan de school voor het lichte vliegwezen van de landmacht over de stof bedoeld in artikel 3, 1^o, welke cursus wapencursus wordt genoemd;

b) een cursus voor alle wapens over de stof bedoeld in artikel 3, 1^o en 2^o.

De officieren met brevet van ingenieur van het militair materieel volgen alleen de lessen over de zogenaamde algemene vorming van de cursus voor alle wapens. »

Art. 13. Het opschrift van afdeling 1 van het hoofdstuk II van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1977, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling 1. — Kandidaten van de landmacht behalve de officieren met brevet van ingenieur van het militair materieel »

Art. 14. Het opschrift van afdeling 1bis van hoofdstuk II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1977, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling 1bis. — Kandidaten-officieren met brevet van ingenieur van het militair materieel »

Art. 15. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 juni 1977 en 8 november 1979, worden de woorden « officieren-ingenieurs van het militair materieel » vervangen door de woorden « officieren met brevet van ingenieur van het militair materieel » en worden in 1^o van hetzelfde artikel volgende woorden toegevoegd : « of voor de officier die behoort tot het gebrevetteerd varend personeel van de landmacht, van de aanwending van het licht vliegwezen; ».

In artikel 5bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1977, worden de woorden « de officieren die behoren tot het korps van de ingenieurs van het militair materieel » vervangen door de woorden « de officieren met brevet van ingenieur van het militair materieel » en de woorden « hoofdocficier-ingenieur van het militair materieel » door de woorden « hoofdocficier met brevet van ingenieur van het militair materieel ».

In artikel 5ter, 1^o en 2^o van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1977, worden de woorden « majoor-ingenieur van het militair materieel » vervangen door de woorden « majoor met brevet van ingenieur van het militair materieel » en wordt de nederlandstalige tekst van 1^o vervolledigd door invoeging van de woorden « de uitoefening van de functies van » tussen de woorden « voor » en « ingénieur ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging in het koninklijk besluit van 5 oktober 1976 houdende vaststelling van de officierenkorpsen van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst

Art. 16. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1976 houdende vaststelling van de officierenkorpsen van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De landmacht omvat de volgende officierenkorpsen :

- 1^o het korps van de infanterie;
- 2^o het korps van de pantsertroepen;
- 3^o het korps van de artillerie;
- 4^o het korps van het licht vliegwezen;
- 5^o het korps van de genie;

- 6° le corps des troupes de transmission;
- 7° le corps de la logistique;
- 8° le corps de l'administration;
- 9° le corps des chefs de musique. »

CHAPITRE IV. — Modifications à l'arrêté royal du 19 octobre 1976 déterminant sur pied de paix le nombre maximum d'officiers en service actif de chaque grade ou groupe de grades et les répartissants entre les différents corps des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Art. 17. Dans le préambule de l'arrêté royal du 19 octobre 1976 déterminant sur pied de paix le nombre maximum d'officiers en service actif de chaque grade ou groupe de grades et les répartissants entre les différents corps des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical sont apportées les modifications suivantes :

1° Le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, notamment les articles 27 et 44, modifiés par la loi du 28 décembre 1990 et l'article 28. »

2° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 15, abrogé par l'arrêté royal du 30 avril 1980 et rétabli par l'arrêté royal du 25 juin 1991; »

Art. 18. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. La répartition du nombre maximum d'officiers en service actif de chaque grade ou groupe de grades entre les différents corps des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, visée à l'article 1er, est déterminée dans le tableau II annexe au présent arrêté.

Le nombre maximum de lieutenants généraux et de généraux-majors de la force terrestre n'est pas réparti entre les corps de la force.

Le nombre maximum d'officiers supérieurs de chaque grade et le nombre maximum d'officiers du groupe de grades des officiers subalternes est réparti en un nombre par corps et, pour la force terrestre et la force navale, également en un nombre global non réparti entre les corps. »

Art. 19. Dans le tableau II annexé au même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1979, les parties A- Force terrestre et C- Force navale, sont remplacées par les tableaux correspondants II, A et II, C, annexes au présent arrêté.

CHAPITRE V. — Modifications à l'arrêté royal du 3 novembre 1977 relatif à l'admission et à la formation des officiers ingénieurs du matériel militaire

Art. 20. L'intitulé de l'arrêté royal du 3 novembre 1977 relatif à l'admission et à la formation des officiers ingénieurs du matériel militaire est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 3 novembre 1977 relatif à l'admission et à la formation des officiers candidats brevetés ingénieurs du matériel militaire. »

Art. 21. L'intitulé du chapitre Ier du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE Ier. — De l'admission et de la formation des officiers de carrière candidats brevetés ingénieurs du matériel militaire »

L'intitulé du chapitre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE II. — Des officiers de réserve brevetés ingénieurs du matériel militaire »

Art. 22. L'article 1er, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre de la Défense nationale fixe chaque année, en fonction des besoins de la force terrestre, le nombre d'officiers de carrière de cette force qui peuvent être agréés comme candidats officiers brevetés ingénieurs du matériel militaire. »

- 6° het korps van de transmissietroepen;
- 7° het korps van de logistiek;
- 8° het korps van de administratie;
- 9° het korps van de kapelmeesters. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 19 oktober 1976 tot vaststelling op vredesvoet van het maximum aantal officieren in werkelijke dienst van elke graad of gradengroep en tot hun verdeling onder de verschillende korpsen van de landmacht, de luchtmacht, de zeemacht en de medische dienst

Art. 17. In de aanhef van het koninklijk besluit van 19 oktober 1976 tot vaststelling op vredesvoet van het maximum aantal officieren in werkelijke dienst van elke graad of gradengroep en tot hun verdeling onder de verschillende korpsen van de landmacht, de luchtmacht, de zeemacht en de medische dienst worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, inzonderheid op de artikelen 27 en 44, gewijzigd door de wet van 28 december 1990 en artikel 28. »

2° Tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 15, opgeheven door het koninklijk besluit van 30 april 1980 en opnieuw opgenomen bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991; »

Art. 18. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. De in artikel 1 bedoelde verdeling van het maximum aantal officieren in werkelijke dienst van elke graad of gradengroep over de verschillende korpsen van de landmacht, de luchtmacht, de zeemacht en de medische dienst wordt vastgelegd volgens tabel II van de bijlage bij dit besluit :

Het maximum aantal luitenant-generaals en generaal-majors van de landmacht wordt niet verdeeld onder de korpsen van het krijgsmachtdeel.

Het maximum aantal hoofdofficieren van elke graad en het maximum aantal officieren van de gradengroep der lagere officieren worden verdeeld in een aantal per korps en, voor de landmacht en de zeemacht, tevens in een globaal, niet onder de korpsen verdeeld, aantal. »

Art. 19. In tabel II van de bijlage bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1979, worden de delen A- Landmacht en C- Zeemacht vervangen door de overeenkomstige tabellen II, A en II, C, van de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 3 november 1977 betreffende de aanvaarding en de opleiding van de officieren-ingenieurs van het militair materieel

Art. 20. Het opschrift van het koninklijk besluit van 3 maart 1977 betreffende de aanvaarding en de opleiding van officieren-ingenieurs van het militair materieel wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit van 3 november 1977 betreffende de aanvaarding en de opleiding van officieren tot het bekomen van het brevet van ingenieur van het militair materieel. »

Art. 21. Het opschrift van hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« HOOFDSTUK I. — Aanvaarding en opleiding van beroepsofficieren kandidaat tot het bekomen van het brevet van ingenieur van het militair materieel »

Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« HOOFDSTUK II. — De reserveofficieren met brevet van ingenieur van het militair materieel »

Art. 22. Artikel 1, eerste lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Minister van Landsverdediging bepaalt jaarlijks, in functie van de behoeven van de landmacht, het aantal beroepsofficieren van dit krijgsmachtdeel die als kandidaat-officieren met brevet van ingenieur van het militair materieel kunnen aanvaard worden. »

Art. 23. Dans l'article 2, § 1er, du même arrêté, les mots « officiers ingénieurs du matériel militaire » sont remplacés par les mots « officiers brevetés ingénieurs du matériel militaire ».

Art. 24. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le Roi confère aux officiers qui ont satisfait aux conditions fixées à l'article 3 le brevet d'ingénieur du matériel militaire. »

Art. 25. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Les officiers de réserve de la force terrestre issus du corps des ingénieurs du matériel militaire sont transférés dans leur corps d'origine. »

Art. 26. Les articles 7 et 8 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE VI

Modifications à l'arrêté royal du 18 octobre 1982 relatif à l'école des administrateurs militaires

Art. 27. L'article 4, 1^o et 2^o, de l'arrêté royal du 18 octobre 1982 relatif à l'école des administrateurs militaires, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1^o un commandant, officier supérieur titulaire du brevet d'administrateur militaire;

2^o un commandant en second, officier supérieur titulaire du brevet d'administrateur militaire. »

Art. 28. Dans l'article 9, 2^o, du même arrêté les mots « en fonction des besoins des forces armées » sont insérés avant les mots « pour chaque session ».

Art. 29. L'article 27, § 2, du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 30. Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, les officiers dont la candidature a été recommandée à l'avancement dans un des deux corps supprimés en application de l'article 16 du présent arrêté et qui ne sont pas encore nommés au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont, le cas échéant, proposés pour la nomination dans l'ordre de l'ancienneté qu'ils prennent dans leur nouveau corps par rapport aux candidats de ce corps qui sont proposés pour l'avancement à ce moment-là.

Art. 31. Les officiers des cadres actifs de même que les officiers de réserve qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, appartiennent à un des deux corps supprimés en application de l'article 16 du présent arrêté sont transférés avec leur grade et leur ancienneté dans ce grade dans le corps d'officiers auquel ils appartenaient avant leur accession à leur corps actuel.

Les officiers visés au § 1er qui ne peuvent pas réintégrer leur corps d'origine, soit parce qu'ils ont été inscrits directement dans un des corps dissous en application de l'article 16, soit parce qu'il n'y a pas d'emploi d'officier supérieur prévu dans leur corps d'origine, soit parce qu'ils appartenaient autrefois à une autre force, sont transférés d'office avec leur grade et leur ancienneté dans ce grade dans un corps de la force terrestre proposé par le Ministre de la Défense nationale.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 33. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

G. COËME

Art. 23. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « officier-ingenieur van het militair materieel » vervangen door de woorden « officier met brevet van ingenieur van het militaire materieel ».

Art. 24. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. De Koning verleent aan de officieren die voldaan hebben aan de voorwaarden van artikel 3 het brevet van ingenieur van het militair materieel. »

Art. 25. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. De reserveofficieren van de landmacht voortgekomen uit het korps van de ingenieurs van het militair materieel worden overgeplaatst naar hun korps van oorsprong. »

Art. 26. De artikelen 7 en 8 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK VI

Wijzigingen in het koninklijk besluit van 18 oktober 1982 betreffende de school der militaire administrateurs

Art. 27. Artikel 4, 1^o en 2^o van het koninklijk besluit van 18 oktober 1982 betreffende de school der militaire administrateurs wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 1^o een commandant, hoofdofficier met brevet van militair administrateur;

2^o een tweede commandant, hoofdofficier met brevet van militair administrateur. »

Art. 28. In artikel 9, 2^o, van hetzelfde besluit worden de woorden « naargelang van de behoeften van de krijgsmacht », ingevoegd vóór de woorden « op voorstel van ».

Art. 29. Artikel 27, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 30. In afwijking van artikel 11 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, worden de officieren waarvan de kandidatuur voor bevordering werd aanbevolen in één der twee korpsen die bij toepassing van artikel 16 van dit besluit afgeschafft worden en die nog niet benoemd zijn bij het in werking treden van dit besluit, in voorkomend geval, voor benoeming voorgedragen in de volgorde van anciënniteit die ze in hun nieuw korps innemen ten opzichte van de kandidaten van dit korps die op dat ogenblik voor bevordering aanbevolen zijn.

Art. 31. De officieren van de actieve kaders evenals de reserveofficieren die bij het in werking treden van dit besluit behoren tot één van de twee korpsen die bij toepassing van artikel 16 van dit besluit zijn afgeschafft, worden met hun graad en hun anciënniteit in deze graad overgeplaatst naar het officierenkorps waartoe ze behoorden vóór hun toetreding tot hun huidig korps.

De officieren bedoeld onder § 1, die niet naar hun korps van oorsprong kunnen terugkeren, hetzij omdat zij rechtstreeks ingeschreven waren in één van de bij toepassing van artikel 16 afgeschafte korpsen, hetzij omdat er niet is voorzien in ambten van hoofdofficier in hun korps van oorsprong, hetzij omdat ze voorheen tot een ander krijgsmachtdeel behoorden, worden van ambtswege met hun graad en met hun anciënniteit in deze graad overgeplaatst naar één door de Minister van Landsverdediging voorgesteld korps van de landmacht.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 33. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

G. COËME

Annexe à l'arrêté royal du 25 juin 1991 — Bijlage bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991

Tableau II — Tabel II

Répartition des officiers en service actif entre les corps des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Verdeling van de officieren in werkelijke dienst onder de korpsen van de landmacht, de luchtmacht, de zeemacht en de medische dienst

A. FORCE TERRESTRE — LANDMACHT

	Officiers généraux			Officiers supérieurs				Officiers subalternes	Total général
	Opperofficieren			Hoofdofficieren				Lagere officieren	Algemeen totaal
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)		
1. Corps — Korpsen									
— Infanterie				18	32	63	113	452	565
— Troupes blindées				11	19	39	69	276	345
— Artillerie				15	28	55	98	392	490
— Aviation légère				2	4	9	15	60	75
— Génie — Genie				9	15	31	55	220	275
— Troupes de transmission				8	15	29	52	208	260
— Logistique				22	40	79	141	564	705
— Administration				—	—	—	—	160	160
— Chefs de musique				—	—	1	1	4	5
Total corps				85	153	306	544	2 236	2 880
2. Non répartis entre les corps	1	10	26	74	129	253	456	757	1 239
3. Total général	7	19	26	159	282	559	1 000	3 093	4 119

- (a) Lieutenants Généraux — Luitenant-Generaals
 (b) Généraux-Majors — Generaal-Majors
 (c) Total — Totaal
 (d) Colonels — Kolonels
 (e) Lieutenant-Colonels — Luitenant-Kolonels
 (f) Majors — Majors
 (g) Total — Totaal

C. FORCE NAVALE — ZEEMACHT

	Officiers généraux			Officiers supérieurs				Officiers subalternes	Total général
	Opperofficieren			Hoofdofficieren				Lagere officieren	Algemeen totaal
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)		
— Corps des officiers de pont Korps van de dekkofficieren	1	1	2	6	12	22	40	120	162
— Corps des officiers techniciens Korps van de officieren-technici				3	4	8	15	44	59
— Corps des officiers des services Korps van de officieren van de diensten				2	3	5	10	36	46
— Non repartis entre les corps de la force Niet verdeeld onder de korpsen van het krijgsmachtdeel				3	5	12	20	63	83
Total — Totaal	1	1	2	14	24	47	85	263	350

- (a) Vice-amiral — Vice-admiraal
 (b) Amiral de division — Divisie-admiraal
 (c) Total — Totaal
 (d) Capitaine de vaisseau — Kapitein-ter-zee
 (e) Capitaine de frégate — Fregatkapitein
 (f) Capitaine de corvette — Korvetkapitein
 (g) Total — Totaal

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense nationale,

G. COÛME

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landsverdediging,

G. COÛME